



La Commune



Battre Berlusconi, rejeter Prodi

rejeter Prodi | Italie : Élections générales du 9 avril

Les travailleurs, du Nord au Sud de l'Italie, ont fait massivement grève, le 25 novembre et le 2 décembre derniers, contre un budget qui prévoit, par rapport à l'an dernier, 2,5 milliards en moins pour la santé, 3 milliards en moins pour les collectivités territoriales, 1,14 milliard en moins pour l'emploi public ... Contre cette véritable saignée de 12,76 milliards, pour en finir avec Berlusconi, sa politique et son gouvernement, telle est la volonté populaire qui s'exprime, avec une force et une colère grandissantes.

Les 9 et 10 avril prochains, il y aura des élections générales, et deux blocs vont solliciter les suffrages des 50 millions d'électeurs : d'un côté, Berlusconi, qui s'est récemment comparé à Napoléon et Jésus, et la droite, de l'autre côté, Prodi, l'ex-Président de la Commission européenne. Ce dernier dirigera une coalition de dix partis appelée " Union ", qui réunira une partie de l'ex-Démocratie chrétienne, les Démocrates de gauche (DS, ex-Parti Communiste Italien), les Verts et le Parti de la Refondation Communiste (PRC, également issu de l'ex-PCI). Dans ce dernier cas, il est à noter que Bertinotti, secrétaire général du PCR, qui brigue un poste de ministre dans un éventuel gouvernement Prodi, a exclu de ses listes Ferrando, responsable du courant frère de la LCR à l'intérieur du PCR et coupable de soutien à la résistance irakienne.

Qui est Romano Prodi ?

Prodi n'est pas un homme neuf dans la politique italienne : ministre en 1978-79, puis dirigeant de la coalition de centre-gauche dénommée l'" *Olivier* ", c'est à ce titre qu'il a été Premier ministre de mai 1996 à octobre 1998. Reçu en janvier 2000 à l'Université libre de Louvain, en Belgique, pour recevoir le titre de docteur *honoris causa*, il y a été chaudement salué pour son projet de " *Troisième voie* " qu'il poursuivait avec le Président Clinton et le Premier ministre Blair. Président de l'IRI (institut qui regroupait les entreprises de l'État) de 1982 à 1989 et de 1993 à 1995, il a organisé la privatisation de dizaines d'entreprises publiques, liquidant complètement la sidérurgie italienne et le secteur alimentaire (au total deux cent quarante mille emplois supprimés). Chef du gouvernement, il a imposé les budgets les plus stricts de l'histoire de l'Italie, taillant dans les dépenses sociales. Il a introduit le travail intérimaire, par lequel les chômeurs sont contraints d'accepter un travail sans garantie, sous-payé, en dehors des contrats nationaux, alors qu'une agence privée encaisse une partie du salaire de ces travailleurs. Dans le domaine de l'école, il a fait adopter la " *loi d'autonomie scolaire* ", ouvrant la voie à la destruction des diplômes reconnus dans les contrats nationaux.

Après avoir gouverné l'Italie pendant deux ans, Prodi a exercé ses talents pendant cinq ans, de 1999 à 2004, en tant que Président de la Commission européenne. C'est à ce titre qu'il a été co-rédacteur de la Constitution européenne, rejetée en France et aux Pays-Bas, et qu'il a présidé les différents sommets européens, comme celui de Barcelone en avril 2002, où Jospin et Chirac ont signé l'accord portant sur la privatisation d'EDF.

Un drôle d'arc-en-ciel

Tel est l'homme qui a été désigné à la tête de l'" Union " comme candidat à la succession de Berlusconi. Pour cette besogne, l'éventail de l'" Union " est extrêmement large. Prodi est tête de liste dans 14 des 26 circonscriptions électorales où les sièges seront répartis à la proportionnelle. ⁱ Ailleurs, on apprend à la lecture du journal *La Repubblica* qu'il y aurait comme tête de liste " *l'ex-Alliance nationale* [ex-parti fasciste MSI, NdlR], *Dominique Fisichella* ; et on parle aussi de *Maria Arttoni*, présidente de la *Confindustria* [le MEDEF italien, NdlR] *d'Émilie-Romagne* ".

Le respect des critères de Maastricht

Le ministre des Affaires sociales de Berlusconi, Maroni, déclare au *Corriere della Sera* : " *Il faut respecter les critères de Maastricht* [...]. *On ne peut pas demander de dépenser plus si l'on veut rester dans l'Union Européenne* ". Comme un écho, Prodi répond : " *Remettre en cause le pacte de stabilité serait inconscient* ". Le maintien de la coalition ne laisse d'autre issue à la classe ouvrière italienne que le terrain direct de la lutte des classes.

Modifié le lundi 06 mars 2006

Voir aussi dans la catégorie Italie



Une victoire démocratique et ouvrière

Ce 4 décembre, les Italiens ont répondu non à 59 % (65 % de votants) à la question qui leur était posée par référendum par le gouvernement de Matteo Renzi 1 : « Approuvez-vous le texte de la... » >>

Première crise pour Prodi

Les 9 et 10 avril 2006, les élections générales étaient remportées par la coalition " Union " composée, entre autres, d'une partie de l'ex-Démocratie chrétienne, des Démocrates de gauche... >>

La rupture

Après les élections générales des 9 et 10 avril, gagnées de peu par Romano Prodi, chef d'une coalition dont fait partie Refondation communiste (PRC), Le PRC regroupe en Italie une partie de... >>

Battre Berlusconi, rejeter Prodi

Les travailleurs, du Nord au Sud de l'Italie, ont fait massivement grève, le 25 novembre et le 2 décembre derniers, contre un budget qui prévoit, par rapport à l'an dernier, 2,5 milliards en... >>
